

Marché de prestations intellectuelles

Réhabilitation-extension du palais de justice de Perpignan

Mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS)

Octobre 2024

Règlement de consultation (RC)

DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : 20 novembre 2024 à 12h00

Sommaire

1	OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION.....	3
1.1	Contenu de la mission	3
1.2	Caractéristiques du marché de travaux	3
2	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2.1	Mode de passation	3
2.2	Forme que devra revêtir le groupement attributaire du marché.....	3
2.3	Décomposition en tranches	3
2.4	Durée du marché	3
2.5	Variantes - Options.....	3
2.6	Lieu d'exécution	4
2.7	Délai de validité des offres.....	4
2.8	Modifications de détail au dossier de consultation.....	4
3	PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	4
4	ARTICLE 5 - PRESENTATION DES OFFRES	4
4.1	Dossier de candidature	4
4.2	Dossier Offre :	5
5	ARTICLE 6 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
5.1	Jugement des candidatures	6
5.2	Jugement des offres	6
5.3	Négociation 6	
6	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES DOSSIERS	7
6.1	Transmission électronique du pli.....	7
6.2	Signature électronique.....	7
6.3	Copie de sauvegarde	8
6.4	Assurance et frais de transport.....	8
7	DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHE	9
8	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	9

1 OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 Contenu de la mission

Le présent marché a pour objet l'intervention du Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé, dans le cadre du projet de réhabilitation et extension du palais de justice de Perpignan.

A titre indicatif, les délais prévisionnels de l'opération, hors période de garantie, sont les suivants :

- Etudes : 46 mois
- Travaux : 32 mois

Le présent marché est un marché de prestations intellectuelles.

Conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, le présent marché porte sur la réalisation d'une mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS) relative à l'opération de bâtiment de 1^{ère} catégorie au sens de l'article R. 4532-31 du Code du Travail.

1.2 Caractéristiques du marché de travaux

A ce stade, il est envisagé une mise en concurrence des entreprises travaux sur la base des études de projet. La dévolution des travaux est prévue sous la forme d'un marché attribué à une entreprise générale. Selon le projet de l'architecte, une entreprise « travaux » différente pourrait se voir confier la démolition et le curage préalable des bâtiments existants.

Les études d'exécution (EXE) seront à la charge du ou des titulaires des marchés de travaux.

A titre indicatif sans que cela n'engage le maître d'ouvrage, le montant estimatif des travaux est de 48,6 M€HT en date de valeur de septembre 2021.

2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Mode de passation

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée, en application des articles R. 2123-1, R. 2123-4, R. 2123-5 et R. 2123-6 du Code de la commande publique.

2.2 Forme que devra revêtir le groupement attributaire du marché

En raison de la nature des prestations faisant l'objet de la présente consultation et de leur forte imbrication technique, l'acheteur entend s'assurer que chacun des prestataires membres du groupement soit engagé sur la totalité du marché.

C'est la raison pour laquelle le groupement attributaire sera solidaire.

2.3 Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de tranches

2.4 Durée du marché

La durée globale de l'opération estimée est fixée à l'article 6 de l'acte d'engagement.

Au sein de ce délai, l'élaboration de documents, ou d'examen par le titulaire de documents d'études qui lui seront remis sont soumis à des délais spécifiques, figurant à l'article 7 du CCP.

2.5 Variantes - Options

Les variantes ne sont pas autorisées.

Aucune option n'est prévue dans le cadre de la consultation.

2.6 Lieu d'exécution

Les prestations s'effectueront principalement sur site Perpignan (66), mais également au Kremlin-Bicêtre (94) au siège de l'APIJ.

2.7 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent quatre-vingt (180) jours à compter de la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du présent règlement.

2.8 Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée à une date ultérieure, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3 PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER DE CONSULTATION

Les pièces constitutives du dossier de consultation sont les suivantes :

- Le présent Règlement de Consultation (RC) et ses annexes (1/ cadre de réponse candidature, 2 /cadre de réponse des temps passés prévisionnels) ;
- L'Acte d'Engagement (AE) ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- Le cadre de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

4 ARTICLE 5 - PRESENTATION DES OFFRES

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Le pli est composé de deux dossiers.

4.1 Dossier de candidature

Documents à fournir permettant au pouvoir adjudicateur de vérifier que les candidats disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché.

Situation juridique du candidat

- Une **lettre de candidature** complétée, avec, en cas de groupement, la désignation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC1 version du 01/04/2019).
- Si le **candidat est en redressement judiciaire** au sens de l'article L.631-1 du code de commerce, ou est admis à une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

Capacités financières professionnelles et techniques

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaire global et le chiffre d'affaire concernant l'objet du marché, réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles (DC2 version du 01/04/2019). Conformément à l'ordonnance

du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique et dans l'hypothèse où le chiffre d'affaires n'est pas suffisant en 2020, le titulaire peut justifier sa compétence financière par tout moyen ;

- Les **effectifs moyens annuels** du candidat pour chacune des trois dernières années ;
- Une **liste de trois (3) références**, de moins de 3 ans, d'importance et de complexité comparables à l'objet du marché (opération de réhabilitation et extension d'un équipement public d'envergure). Pour chaque référence le candidat précisera dans l'annexe 1 au présent RC « Cadre de réponse candidature » prévu à cet effet :
 - la nature du projet et sa localisation ;
 - le donneur d'ordre (dénomination complète avec coordonnées) ;
 - la surface de plancher ;
 - le calendrier de l'opération ;
 - le montant (H.T.) des travaux ;
 - le montant (H.T.) de la mission réalisée .

Si le candidat transmet plus de 3 références, seules les 3 premières seront examinées dans l'ordre de présentation.

Le candidat est invité à renseigner les différentes rubriques de l'annexe 1 au RC, en plus de fournir les différentes pièces justificatives demandées.

NB: Les formulaires DC1 et DC 2, version au 1er avril 2019, sont disponibles sur le site internet.

URL : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat?langage=fr>

Le candidat indiquera une adresse courriel valide pour toute la durée de la consultation. Cette adresse constituera le media privilégié pour l'ensemble des échanges le cas échéants. Un interlocuteur identifié prendra en charge la responsabilité de traitement de toute correspondance.

4.2 Dossier Offre :

Ce dossier comprendra, en un exemplaire original, les pièces suivantes :

Un projet de marché comprenant :

- L'**acte d'engagement (AE)** à compléter daté par une personne habilitée à engager le candidat,
- La **Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)** par mission et par cotraitants, au format Excel et PDF, complétée cadre à accepter sans modifications. Tous les frais y compris frais de déplacement sont à inclure dans le montant de l'offre.

Un mémoire technique portant sur l'organisation opérationnelle et la méthodologie d'intervention mises en place et indiquant notamment :

- **Les moyens humains :**
 - la liste nominative des différents personnels affectés à l'exécution du marché, avec leurs curriculum vitae présentant notamment leurs expériences. Les CV comprendront en annexe la copie de l'attestation de compétence en cours de validité à l'exercice des missions CSPS niveau 1 - articles R4532-23 à R4532-29 du code du travail),
 - les tâches qu'il est prévu de confier à chacun d'entre eux, et la répartition des compétences spécifiques au sein des différents intervenants , au regard des spécificités de l'opération.
- L'organisation et la méthodologie qu'ils comptent mettre en place à chacune des étapes de la mission, avec un focus particulier et détaillé pour la phase de suivi de chantier sur l'ensemble du périmètre du marché
- Le cadre de réponse des temps passés prévisionnels (annexe 2 au présent RC, dûment complétée)

Les documents seront remis en version pdf et en version native (.xls notamment).

5 ARTICLE 6 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5.1 Jugement des candidatures

Conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique, les candidats qui se trouvent dans un cas d'interdiction de soumissionner, qui ne disposent pas de la capacité économique et financière, des capacités techniques et professionnelles ou qui ne peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur sont éliminés.

NB : Toutes les pièces demandées pour apprécier la candidature doivent être présentées par le ou les candidats. En cas de document manquant à ce stade, il pourra être demandé aux candidats concernés de compléter le contenu de leur dossier de candidature.

5.2 Jugement des offres

Le Pouvoir Adjudicateur prendra en compte les deux critères suivants :

- la valeur technique de l'offre pour **80%**, soit :
 - la qualité et la pertinence des moyens humains proposés, notamment l'expérience professionnelle des intervenants affectés à l'exécution du marché, ainsi que la répartition des tâches entre les différents intervenants (30 %),
 - la **méthodologie** et l'organisation opérationnelle proposées pour réaliser l'ensemble des missions, telle qu'elles résultent du contenu du mémoire technique (20 %),
 - la pertinence et la **cohérence des temps prévisionnels d'intervention** pour l'exécution de chaque mission du CSPS et pour chacune des phases du projet (30 %).
- le **prix des prestations pour 20%**, apprécié au regard du montant global et forfaitaire de l'offre.

Dans le cas où des erreurs arithmétiques ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre, le candidat sera invité à confirmer le montant de ce prix rectifié ; ce dernier sera alors pris en compte pour le jugement des offres.

Si le prestataire est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant.

5.3 Négociation

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition notamment financière.

Toutefois, compte tenu des offres reçues et de leur analyse détaillée par le Pouvoir Adjudicateur, celui-ci se réserve la possibilité d'engager une phase de négociation conformément aux dispositions de l'article R.2123-5 du Code de la commande publique.

Conformément à la spécificité de la procédure adaptée, la négociation au titre du présent marché demeure facultative. Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit d'attribuer directement le marché, sans négociations, sur la base des offres initiales.

En cas de négociation, le pouvoir adjudicateur pourra engager librement toutes les discussions qui lui paraissent utiles avec tout ou partie des candidats, voire avec un seul, en vue d'optimiser la ou les propositions jugées les plus intéressantes.

Il se réserve également la possibilité d'écarter de la négociation les candidats ayant remis une offre irrégulière ou inacceptable.

Cette négociation pourra, dans le cas le plus simple, se réduire à un échange de mails ou, si nécessaire, donner lieu à une, voire plusieurs rencontres de chacun des candidats invités à négocier, ces rencontres donnant lieu à un relevé des conclusions garant de la traçabilité des échanges intervenus.

Le champ de la négociation pour chacune des offres tiendra compte, le cas échéant et dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats, des particularités des offres restant en lice, pour aboutir à un classement définitif au regard des critères de jugement, le marché étant attribué au candidat dont l'offre sera classée première.

Un nouvel acte d'engagement prenant en compte les modifications éventuellement apportées à l'offre initiale devra alors être signé.

6 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES DOSSIERS

6.1 Transmission électronique du pli

Les dossiers de candidatures et d'offres devront **OBLIGATOIREMENT** être adressés par **voie électronique** sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur (PLACE), à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2630386&orgAcronyme=d3f>

Elles devront, dans tous les cas, parvenir à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement.

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus et seront détruits.

Nous vous invitons à prendre en compte les délais de téléchargement et les prérequis de la plateforme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>.

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

6.2 Signature électronique

Conformément à l'article L2132-2 du nouveau code de la commande publique, lorsque les documents du marché sont transmis par voie électronique, ils doivent être présentés selon les modalités fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Les documents qui peuvent être signés au moyen d'un certificat électronique sont :

- L'acte d'engagement ;

A l'issue de la procédure, et dans l'hypothèse où le candidat n'a pas signé son offre via une signature électronique lors de la remise de son offre, il sera demandé à l'attributaire de signer électroniquement son offre. Dans l'hypothèse où l'attributaire ne dispose pas de signature électronique, il lui sera alors demandé une signature manuscrite.

Dans le cas où le candidat opte pour la signature électronique, chaque document doit être signé Électroniquement (et non seulement le dossier .zip).

Le candidat doit respecter les conditions relatives :

- Au certificat de signature du destinataire ;
- A l'outil de signature utilisé.

Il est rappelé que ces documents doivent être signés par une personne habilitée à engager l'entreprise. Le certificat doit donc être établi au nom de la personne physique signataire des documents et habilitée à engager l'entreprise.

Les catégories de certificats de signature électronique conformes au RGS sont disponibles sur les listes de confiance à l'adresse suivante :

<http://www.ssi.gouv.fr/fr/certification-qualification/qualification-d-un-prestataire-de-service-de-confiance/organismes-de-qualification-habilites.html>

Si le candidat utilise un certificat non référencé sur une liste de confiance, il doit fournir tous les éléments nécessaires à sa vérification.

Les certificats de signature PRIS V1 ne sont plus acceptés. Les formats de signatures acceptés sont XAdES, PAdES et CAdES.

Il est rappelé aux candidats que la signature électronique du fichier .zip ne vaut pas signature des documents qu'il contient (chaque document doit être signé individuellement) et que la signature manuscrite scannée ne peut remplacer la signature électronique.

La liste exhaustive des formats autorisés pour la transmission électronique des plis est la suivante : .zip, .pdf, .doc, .docx, .xls, et .xlsx.

Le candidat est invité à ne pas utiliser de macro-instructions dans les documents transmis et à faire en sorte que sa candidature et/ou son offre ne soient pas trop volumineuses.

6.3 Copie de sauvegarde

Le candidat qui effectue une transmission électronique de son offre peut effectuer, à titre de copie de sauvegarde de ces documents, une transmission sur un support dématérialisé, physique électronique ou sur papier.

En cas de transmission par voie électronique (dématérialisé), la remise s'effectue selon les modalités suivantes :

- Lettre recommandée électronique :
 - Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : liste-produits-et-services-qualifies.pdf (ssi.gouv.fr)
 - Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : eIDAS Dashboard (europa.eu)
- Tous les autres services qui permettent l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique.

En cas de transmission sur support physique électronique, l'acte d'engagement et les annexes financières devront être signés au moyen d'un certificat électronique conforme au RGS (voir ci-dessus).

« APIJ – PALAIS DE JUSTICE DE PERPIGNAN – MISSION DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (CSPS)

COPIE DE SAUVEGARDE

NE PAS OUVRIR »

Elle devra ensuite :

- soit être déposée - du lundi au vendredi, sauf jour férié - (9h30 à 12h, 14h00 à 17h00) contre récépissé à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – 57-77 Immeuble OKABE, 67 Avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin-Bicêtre,
- soit être adressées par voie postale sous pli recommandé avec A.R. à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – Service juridique et des marchés – 57-77 Immeuble OKABE, 67 Avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin-Bicêtre.

La copie de sauvegarde est ouverte :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de la malveillance du programme est conservée par le pouvoir adjudicateur.
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou bien n'a pas pu être ouverte, sous réserve que celle-ci soit parvenue dans les délais.

6.4 Assurance et frais de transport

Les candidats sont responsables de l'assurance des prestations demandées pendant leur envoi à l'organisateur de la consultation. Les envois sont acheminés sous la seule responsabilité des candidats. Les frais de transport des prestations des candidats sont pris en charge par eux-mêmes.

7 DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHÉ

En application des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2143-16 du Code de la commande publique fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession, la production de documents suivants sera exigée du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- Le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants de l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur.
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de 6 mois.
- la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

- Sa date d'embauche ;
- Sa nationalité ;
- Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le marché ne pourra être notifié que lorsque l'attributaire aura produit au représentant du pouvoir adjudicateur les documents administratifs mentionnés ci-avant. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courriel l'informant qu'il est pressenti pour réaliser les prestations du marché ; ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours calendaires.

A défaut de réponse dans le délai imparti, ou en cas de fourniture de documents non valables, l'offre du candidat provisoirement retenu est écartée au profit du candidat arrivant à sa suite selon le classement établi dans le rapport d'analyse des offres. Ce dernier se verra attribuer le marché de façon provisoire sous réserve de produire ces mêmes documents dans les mêmes conditions de forme et de délai.

8 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Il est à noter que toute demande de renseignement complémentaire sera adressée au plus tard 8 jours calendaires avant la date limite de remise des offres sur le site PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>). Si le pouvoir adjudicateur le juge pertinent, une réponse pourra être formulée, et elle sera dans ce cas adressée à tous les concurrents. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.